

La réussite de tous.
Sans modération!



Pour l'école,
on ne doit
pas se priver.



LETTRE AUX PARENTS

Madame, Monsieur,

Votre enfant fait sa rentrée des classes. L'école lui est ouverte pour qu'il apprenne et grandisse. Pour nous, faire réussir tous les élèves est un engagement quotidien. C'est pourquoi, nous voulons une école ouverte, qui sache s'adapter aux défis du monde, aux connaissances nouvelles et à leur évolution. Ces savoirs, votre enfant y a droit. Ils sont un passeport pour l'exercice de sa citoyenneté, pour son avenir.

Nous, enseignants, pensons cependant qu'aujourd'hui, l'école n'est pas traitée comme elle le mérite.

Fin juin, le chef de l'État a annoncé que le nombre de classes à la rentrée 2012 ne serait pas inférieur à celui de cette rentrée. Ce sont les mobilisations de l'ensemble des partenaires de l'école (parents, enseignants et élus), dénonçant avec force la situation d'une école asphyxiée par les suppressions de postes, qui l'ont poussé à prendre cette décision.

Mais personne n'est dupe de la manœuvre : en confirmant, dans le même discours, qu'il ne renonce pas au non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite, le chef de l'état démontre les limites de cet engagement. En réalité, ce sont bien 6000 postes d'enseignants du primaire qui seront encore supprimés à la rentrée 2012 : 5000 recrutements sont annoncés pour 11 000 départs à la retraite.

Par quel tour de passe-passe ces suppressions n'entraîneraient-elles pas de nouvelles fermetures de classe ? A ces mesures inéluctables s'ajouteront, en outre, des suppressions de postes enseignants dont la mission est indispensable pour faire réussir tous les élèves :

- les postes de maîtres spécialisés des RASED (Réseaux d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté)
- les postes de soutien aux élèves en éducation prioritaire
- les postes de formateurs pour les enseignants débutants,
- des postes de remplaçants...

Ces dernières années, l'école a payé un lourd tribut à la politique de réduction des emplois publics : plus de 800 postes de remplaçants ont été supprimés en deux ans alors que de nombreux remplacements ne sont pas assurés, 3000 postes de RASED ont disparu, la formation des enseignants a été sacrifiée, la scolarisation des moins de 3 ans est passée de 35% à 15% en 10 ans ...

Nous refusons cet affaiblissement : l'école doit redevenir une priorité.
Pour l'école, on ne doit pas se priver !

Face à cette situation, le SNUipp-FSU demande des mesures d'urgence : des moyens budgétaires et la hausse immédiate du nombre de places au concours de recrutement des enseignants permettant a minima de combler les départs en retraite, de donner à l'école les moyens de fonctionner.
Nous alertons l'opinion publique !

Le 27 septembre, les enseignants seront en grève pour le service public d'éducation, et l'avenir de nos enfants.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.